

DÉMOCRATIE SOCIALISTE



Organe du Parti socialiste, sections des Montagnes neuchâtelaises, distribué gratuitement dans tous les ménages. CCP 23-4466

Quand un monocle s'envole...

A qui faudra-t-il désormais se fier? Nous qui lisions comme tout le monde la presse impartiale et neutre du pays, et tout particulièrement celle de notre canton, n'avons-nous pas appris soudain qu'il y avait encore en Europe un Etat fasciste, qu'il avait duré plus de quarante ans, que sa police n'avait rien à envier à la fameuse Gestapo et que, ma foi, cet Etat venait de disparaître. Tout ça parce qu'un général, qui jadis était allé se promener autour de Stalingrad (du côté où il n'aurait pas fallu être à ce moment-là), après avoir consciencieusement massacré son lot de Nègres (selon des recettes américaines éprouvées au Vietnam), venait de jeter dans les flots du Tage son monocle prussien. Selon toute apparence, ce monocle avait dû longtemps renforcer son œil droit au détriment de son œil gauche...

Le Portugal dans notre bonne presse...

Mais revenons à notre bonne presse quotidienne. Septembre 1973: ça n'est pas si loin. On ignorait pourtant encore totalement que le Portugal fût un Etat fasciste depuis plus de quarante ans. On l'invitait au Comptoir suisse, à Lausanne. On signalait bien, sans plus et sans commentaire, que des conseillers nationaux socialistes avaient décidé de boycotter l'inauguration du Comptoir, que le comité de la Fédération des Eglises protestantes émettait discrètement quelques réserves, que... etc.: probablement qu'ils avaient tous été corrompus par la propagande

gauchiste. Car le Portugal était un si bon client! Il nous achetait deux fois plus qu'il ne nous vendait, malgré l'augmentation du prix du porto. D'année en année, le volume des échanges croissait d'une façon réjouissante pour notre porte-monnaie; enfin, du nôtre, façon de parler... Et puis, fascistes ou pas, les Portugais avaient le droit comme tout le monde de choisir le régime qui leur convenait. Et il fallait bien qu'il leur convienne puisqu'on avait rarement connu, sous des latitudes aussi chaudes, un pays aussi tranquille, avec un régime politique aussi stable, et faisant si peu parler de lui. Tenez, c'était tout comme les Bulgares, qu'on avait également invités au Comptoir. Eux, ils avaient choisi de vivre à l'Est: il faut de tout pour faire un monde. Et notre neutralité fait un devoir à notre œil gauche d'ignorer ce que fait la main droite, et à notre œil droit de ne pas surveiller de trop près la main gauche: c'est simple, même sans monocle!

Le Portugal au Comptoir

Vous vous souvenez? L'ouverture du Comptoir n'était pas allée sans quelques grincements. Des groupes inqualifiables, n'ayant aucun sens de l'hospitalité helvétique, et n'ayant pas accès à la presse bien-pensante pour dire une vérité qu'ils connaissaient, avaient voulu s'exprimer à l'aide de manches de pioche et d'autres ustensiles prévus pour d'autres usages. Fallait entendre le taupier! Des voyous! Des spécialistes du combat de rues,

venus de Zurich, de Genève, de partout, mais pas de chez nous! Des pervers de la Ligue marxiste révolutionnaire — qui, d'ailleurs, s'était désolidarisée de toute action violente; mais on ne peut pas croire ces gens-là sur parole! Des maoïstes, des anarchistes, la lie du peuple suisse et de sa jeunesse bourgeoise! Des étrangers, Italiens ou Espagnols — ça n'a pas d'importance: des métèques qui feraient mieux de retourner d'où ils viennent!

Mais voilà, six mois ont passé, un général est venu; un homme bien sous tous les rapports, avec un curriculum vitae sans reproche — et pour le taupier l'armée ne saurait avoir tort. Alors, brusquement, sans crier gare, on se réveille d'une longue amnésie, on reconnaît tout ce qu'on omettait de dire au bon peuple. On répète, après les voyous, les socialistes, les trotskistes, les maoïstes, les anarchistes, que le Portugal était tout à fait fasciste. Que le régime corporatiste imaginé par feu Salazar avait beaucoup inspiré feu Benito Mussolini, qui n'avait pas beaucoup d'idées personnelles derrière son menton. Mais c'est si vieux, tout ça!

Démocratie socialiste ouvre un pari: qu'un de ces quatre matins on va apprendre tout aussi brusquement que l'Espagne était un pays fasciste — depuis trente-cinq ans seulement, c'est vrai... Mais où irons-nous désormais en vacances si, après le Portugal, l'Espagne et la Grèce se mettaient à vouloir sortir de la misère et du fascisme? Pas chez Pinochet tout de même...

Exigeons une assurance maladie sociale

L'initiative du Parti socialiste et de l'Union syndicale n'a pas l'air de plaire à tout le monde. Il ne se passe pas de semaine sans qu'on lise qu'une association, une fédération, a pris position en faveur d'un contreprojet émanant de l'Assemblée fédérale. Parmi ceux qui se rangent du côté de nos adversaires, nous noterons en particulier les dentistes, les médecins et les caisses de maladie. On peut se poser des questions et notamment celle-ci: pourquoi ces trois organisations intéressées au premier chef n'ont-elles pas choisi la voie qui nous paraît, à nous, la plus conforme aux souhaits de la plupart des malades et des assurés? Avant de trouver une réponse, il est, croyons-nous, indispensable de rappeler quelques dates essentielles et le contenu des textes:

1889 Le peuple suisse accepte un article constitutionnel qui n'a pas été changé et qui donne à la Confédération le pouvoir de créer une assurance maladie adaptée à l'évolution économique.

1900 Le peuple suisse refuse une loi découlant de l'article constitutionnel ci-dessus, parce qu'entre autres trop centralisatrice.

1911 Le peuple suisse accepte, à la suite d'un référendum, la loi fédérale actuelle (LAMA), loi non organique, mais de subventionnement, qui traverse sans grandes retouches deux guerres, une crise économique et une évolution sociale sans précédent dans l'histoire.

1964 Première révision sérieuse de cette loi, mais les principes demeurent inchangés.

1969 Après une consultation des gouvernements et des associations intéressées, le Conseil fédéral nomme une commission d'experts chargée d'examiner un nouveau régime d'assurance maladie et l'analyse de l'évolution des frais.

1970 Devant une situation qui s'aggrave d'année en année, le Parti socialiste et l'Union syndicale suisse décident de lancer une initiative pour faire bouger la commission d'experts qui, pendant plus d'un an, ne s'était pas réunie.

Nous aurions préféré déposer un projet de loi, mais, vous le savez, cette procédure n'est pas autorisée sur le plan fédéral. A vrai dire, nous nous attendions à une réponse législative qui nous aurait permis de juger si l'orientation donnée par le Conseil fédéral conduisait à la modernisation de notre LAMA. Que désirons-nous introduire dans notre système d'assurance maladie? En bref, trois points essentiels:

1. Assurer toute la population de ce pays par l'entremise des caisses de maladie existantes, afin de

mieux équilibrer les risques et créer une véritable assurance sociale sans réserve, sans classification des assurés, permettant une solution généreuse et rationnelle pour les personnes âgées.

2. Indexer les cotisations sur l'économie en faisant participer paritairement employeurs et employés par un prélèvement en pour-cent des salaires, comme pour l'AVS. C'est la seule solution qui permet une réelle assurance familiale.

3. Les frais dentaires seraient enfin assurés normalement comme les autres soins de santé, hormis les traitements de luxe. L'assurance maternité y est expressément mentionnée.

Un aspect important du problème

La répartition des charges

	Actuel- lement	Initiative socialiste	Projet fédéral
Assuré	75 %	48 %	64 %
Patron	4 %	36 %	20 %
Collectivité	21 %	16 %	16 %

1972 La commission d'experts, nommée par le Conseil fédéral en 1969, publie son rapport qui fut appelé « modèle de Flims ». Ce document, qui, en fait, instituait l'assurance « gros risques », ne pouvait en aucun cas constituer une réponse à l'initiative. La faiblesse de son système fait naître un nombre imposant de « plans », qui tous s'ingénient à éluder les problèmes clairement posés par le Parti socialiste et l'Union syndicale.

Nous noterons toutefois que le Mouvement populaire des familles (MPF) avait élaboré son modèle avant la constitution de la commission d'experts. Il contenait déjà les principaux éléments que nous avons défendus depuis lors.

1973 Mars: le Conseil fédéral, très embarrassé, est soumis à des pressions des associations patronales et médicales qui souhaitent que l'initiative ne passe pas seule devant le peuple et demandent un contreprojet. Ce vœu, repris par les partis bourgeois, est exaucé. Mais derrière ce texte transparait trop le « modèle de Flims » pour pouvoir être accepté par les médecins et les caisses de maladie notamment.

1973 Eté: les caisses de maladie, qui avaient pourtant fait signer une pétition à 600 000 personnes en faveur d'une assurance maladie étendue à toute la population, concluent avec les médecins un projet appelé « Rencontre ».

1973 Automne: ce projet va peser sur les délibérations du Conseil des Etats d'abord, puis du Conseil national, au point de modifier assez sensiblement le texte soumis initialement aux parlementaires.

1973 Fin de l'année: les Chambres fédérales admettent, contre l'avis des représentants de la gauche politique et syndicale, un texte touffu où on trouve notamment:

- la porte ouverte aux compagnies privées d'assurances, donc à l'économie de profit dans un secteur social;
- la possibilité de s'assurer ou pas, mais l'obligation de cotiser par un prélèvement sur les salaires limité par la Constitution à 3 % (1 1/2 % + 1 1/2 %). Comme les sommes ainsi récoltées ne seront pas suffisantes pour couvrir toutes les dépenses, il subsisterait une cotisation individuelle, ce que nous connaissons aujourd'hui;
- la limitation de l'assurance à certains frais dentaires.

Donc un contreprojet qui:

- ne permet pas l'assurance familiale;
- maintient le système des réserves;
- introduit un impôt sur les salaires;
- limite la solidarité;
- escamote la solution des frais dentaires,

ne pouvait, pour les initiateurs, constituer un compromis acceptable et...

1974 Mars: le Parti socialiste et l'Union syndicale décident de maintenir l'initiative et de se battre pour la faire triompher.

Les « arguments » des opposants

Reprenons maintenant notre question; non pas, amis lecteurs, pour vous expliquer ce que vous aurez compris en voyant les engagements des uns et des autres, mais pour essayer de répondre à certains arguments.

Le premier, le plus important, le plus pernicieux, le plus tendancieux et le plus réfutable, est celui-ci que vous ne tarderez pas à voir étalé sur nos murs: l'initiative pousse à l'étatisation. Vous y ajoutez, pour faire bonne mesure, les couplets connus sur le socialisme centralisateur.

(Suite en page 3)

La gauche chilienne proteste

A l'occasion de la réunion de la Conférence internationale du travail qui se tient à Genève jusqu'au 24 juin, la gauche chilienne déclare:

1. Il était prévu que, comme représentation du Chili, devaient participer les délégués du gouvernement constitutionnel que présidait Salvador Allende; néanmoins, il n'en sera pas ainsi, car dans notre pays, comme le sait l'opinion publique mondiale, un groupe de généraux fascistes ont usurpé le pouvoir, assassiné le président constitutionnel et instauré un régime dictatorial dont les méthodes de gouvernement sont la répression et la violation réitérée des droits de l'homme et des libertés démocratiques et syndicales.
2. A cette conférence devaient participer, comme représentation des travailleurs chiliens, les délégués qu'aurait dû désigner la Centrale unique des travailleurs (CUT) par l'entremise de son Conseil national de direction. Elle est l'organisation syndicale la plus représentative des travailleurs du Chili, comme le prouve le fait que l'immense majorité des travailleurs chiliens orga-

nisés en font partie. La persécution des travailleurs et la dissolution par voie administrative que la junte a décrétée contre la CUT sont un coup flagrant et brutal porté aux droits de l'homme et une violation patente des principes et des conventions qui fondent l'existence même de l'Organisation internationale du travail. Les mesures prises par la junte militaire ne pourront empêcher que la CUT soit l'organisation syndicale la plus représentative des travailleurs chiliens.

3. Les représentants qu'envoie la junte militaire et ceux qui s'attribuent, contre la volonté de la CUT, la représentation des travailleurs chiliens sont illégitimes. Ni les uns ni les autres n'ont le droit de participer à la conférence, encore moins à la représentation des travailleurs et du peuple chiliens. Ils représentent seulement une tyrannie abjecte et répugnante qui a interrompu par la violence le processus démocratique et libérateur que vivait le peuple chilien et spécialement les travailleurs que la junte militaire a assassinés et contraints au chômage, à la misère et à la faim.

4. Afin que cessent les violations des droits de l'homme et que se rétablissent au Chili les libertés démocratiques et syndicales et les droits économiques et sociaux des travailleurs, nous lançons un appel aux délégations participant à la conférence afin qu'elles adoptent des résolutions qui permettent à l'OIT d'exiger la réalisation de tels objectifs.

Ils les prennent... pour les manger?

Entendu à Neuchâtel, à la veille des élections présidentielles françaises:

— Pourvu que ce soit Giscard ! Parce que Mitterrand, avec ces communistes... Les communistes, si on a deux enfants, ils vous en prennent un, et si on a deux lapins, il faut partager. »

Authenticité garantie. En 1974, il y a encore du travail d'éducation à faire !

Exigeons une assurance maladie sociale

(Suite de la page 2)

Tout ça n'est pas sérieux. Certes, les cotisations seront perçues par une organisation centrale au service des caisses de maladie. On ne peut tout de même pas en rester aux dizeniers quand la technique met à notre disposition des ordinateurs qui existent et qui fonctionnent déjà.

Mais, à part ça, les caisses vont continuer à s'administrer elles-mêmes, sous le contrôle des assurés, à distribuer des prestations, à proposer des assurances complé-

mentaires au meilleur prix, à poursuivre, en un mot, leur but social et ancestral. D'autre part, le malade pourra choisir librement son médecin et ce dernier choisira, tout aussi librement, les moyens thérapeutiques qu'il jugera utile. Il nous semble aussi garantir suffisamment de libertés pour repousser le spectre de la nationalisation chez les adversaires les plus acharnés du « tout à l'Etat ».

On nous dit aussi qu'elle coûtera trop cher. Trop cher à qui ? En tout cas pas à l'assuré, puisque, selon les chiffres qui

ont été fournis à nos parlementaires fédéraux, il faut gagner plus de 60 000 fr. pour retrouver une équivalence entre les deux solutions en présence. La vérité est que la grande majorité des gens supportera une charge moins élevée en cotisation avec l'initiative

Vous choisirez le changement

Vous entendrez aussi: « L'article actuel est très bon, pourquoi le changer ? » Il est en effet très clair et très général, tel qu'il sied à un texte constitutionnel, mais il est si peu impératif que la majorité politique de ce pays a pu l'ignorer pendant quatre-vingt-cinq ans. S'il y avait une timide tentative de s'en servir enfin, le « modèle de Flims » n'aurait pas été cette assurance maladie « pour les riches » que nous avons connue.

Le 8 décembre de cette année, vous serez appelés à choisir. Si vous votez le contreprojet, vous serez avec des dentistes qui craignent de devoir négocier un tarif, des médecins qui, à tort, s'effraient d'une centralisation qui ne les touche pas, des comités de caisses de maladie qui se sentent menacés. Autrement dit, vous choisirez le camp de la peur.

Si vous votez notre initiative, vous accomplissez un acte de solidarité, vous choisissez le changement pour plus d'équité, vous avez foi dans un avenir plus juste et plus fraternel.

Demande d'adhésion au Parti socialiste

Le(a) soussigné(e): Nom _____ Prénom _____

Profession _____ Année de naissance _____

Adresse _____ Lieu _____

demande son adhésion au Parti socialiste, section: La Chaux-de-Fonds / Le Locle *

Date _____ Signature _____

Adresser la demande au président de la section de La Chaux-de-Fonds ou du Locle:

Loyse Hunziker, Charrière 42, 2300 La Chaux-de-Fonds.

Michel Ducommun, M.-A.-Calame 11, 2400 Le Locle.

* Biffer ce qui ne convient pas.

COUP D'ŒIL DU HAUT

Commençons par deux citations qui, bien qu'extraites de journaux non suspects de tendresse particulière à l'égard du Parti socialiste, rendent assez bien, avec la nuance critique d'usage, l'atmosphère du dernier congrès de Lucerne.

Georges Plomb, dans la « Suisse » du 26 mai, écrit: « Comme à l'ordinaire depuis des années, l'assemblée de la gauche modérée offre la même floraison d'interminables débats de procédure, de discussions fleuves pour un « oui » ou pour un « non », de jeunes délégués par dizaines et de jolies femmes. »

Denis Barrelet commente dans l'« Impartial » du 27 mai: « Quand les socialistes suisses se retrouvent en congrès, c'est la fête. Rien de guindé dans la confrontation, rien de trop bien réglé. Les idées se bousculent, sans ménagement. On ne recule pas toujours devant les slogans, les phrases sorties toutes chaudes de quelque bréviaire rouge; le réalisme croise le fer avec l'idéologie, sur une toile de fond composée de souvenirs parfois grandiloquents et d'un avenir illuminé par la justice et l'égalité. La base, souvent, déborde les sages organes dirigeants. Point de garrot pour la montée de la sève ! »

Oui, il souffle sur ce congrès du PSS un petit air de kermesse très composite. Des badges de différentes couleurs distinguent les délégués des invités, de la presse et du service d'ordre (pas de gorilles, merci). C'est le côté « américain ». La prochaine fois, on demandera peut-être aux délégués de revêtir des T-shirts agrémentés de slogans du genre « Love Gabrielle Nanchen » ou « Ritschard à la barre », selon certains précédents illustres.

Les discours de plusieurs camarades étrangers « agrémentent » le programme. C'est le côté « Internationale socialiste ». Par souci de sérieux, par désir de bien faire (nous sommes en Helvétie, alors...), certains croient nécessaire de parler près de quarante-cinq minutes. La majorité des délégués en profite pour aller se dégourdir les jambes ou boire un pot au soleil... (A leur décharge, précisons que le congrès siège non stop, et que le délégué ne vit pas de discours seulement, fussent-ils socialistes !)

Un spectacle haut en couleur

A l'intérieur de la grande salle du Palais des congrès, les délégués sont assis à de longues tables, rassemblés autour de petits drapeaux portant les différentes armoiries cantonales. C'est le côté helvétique: de l'ordre, et un brin de patriotisme sentimental.

Observons-les, ces délégués. Vit-on jamais spectacle plus haut en couleur, vêtements plus contrastés ? Ici, quelques notables transpirent dignement

dans leur costume foncé, le même qu'ils portent pour les mariages et les enterrements. Visages rasés de près, cheveux courts, nuques nettes. Ce sont des gens sérieux. Là-bas, un groupe de jeunes intellectuels fumeurs de pipe: jeans, sabots, barbes et cheveux longs. Plus loin, quelques personnages qui paraissent rentrer d'une fête de tir: ventres proéminents, chemises aux manches retroussées, larges bretelles, « stumpen » odorants. Le style « jeune cadre alliant l'élégance à l'efficacité » ne manque pas non plus d'adeptes. Plus près de nous, des dames endimanchées, très comme il faut, et de jeunes déléguées coiffées

Le congrès du Parti socialiste suisse

comme Angela Davis. Le style suffragette, le style MLF... que manque-t-il encore ? Dans les couloirs, je croise une paysanne en costume traditionnel (Bernoise ? Appenzelloise ?) et une officière SCF, toutes deux « ornées » du badge réglementaire... Pour le samedi soir, on aurait dû prévoir un bal, avec alternance de Ländlerkapelle et de musique pop. Le succès aurait été garanti !

Disons quand même en conclusion que la majorité des délégués n'ont l'air de rien de particulier (comme nous...), mais n'en pensent peut-être pas moins...

Un congrès bon enfant

Le congrès est bon enfant. Il acclame le président du parti, fait une ovation aux conseillers fédéraux socialistes (les actuels et les ex), tous gens d'ordinaire abondamment passés au crible de la critique. Il applaudit le discours ministre d'Arthur Schmid, solide et modéré. Jean Ziegler prêche l'union de la gauche. Ils applaudissent, ceux qui sont pour, mais... et ceux qui sont contre, mais...

Les Romands protestent contre l'envoi tardif de la documentation en français pour le congrès: les plus heureux l'ont reçue le jour précédent, les moins chanceux sont venus à Lucerne les mains vides... Mais c'est une protestation de principe. Les Romands n'ont pas l'intention de saboter le congrès. Après tout, la situation présente deux avantages: il y aura moins d'interventions à la tribune, puisque le temps a manqué pour les préparer, et les délégués romands ne se sentent pas liés par des mots d'ordre de leur section. O démocratie...

Les deux sommets

Deux sommets, dans ce congrès. Un le samedi, avec la discussion sur le droit foncier; un le dimanche, avec le débat sur la « conduite intérieure » de l'armée (mauvaise traduction française du terme allemand « innere Führung »). Les deux fois, le Comité central a été battu, et le congrès a voulu aller plus loin que lui. Il a ainsi décidé, contre l'avis du Comité central, de faire reposer la prochaine initiative foncière sur dix-huit principes politiques (dont la base serait la municipalisation du sol, contrôlée démocratiquement). Il a aussi accepté, à une forte majorité accompagnée d'applaudissements nourris provenant des tribunes, le rapport présenté par trois sections zurichoises sur la « conduite intérieure » de l'armée, et s'est opposé au rapport de la Commission militaire du parti, beaucoup moins audacieux dans les réformes proposées. Faut-il en conclure, avec l'« Impartial » du 27 mai, que « l'aile dure a marqué des points » ? A entendre certains délégués prôner l'antisoviétisme à propos de l'armée, et ce n'est qu'un exemple, on pourrait se demander où sont les « durs »... En un sens, c'est peut-être l'aile montante du parti qui a marqué des points. La moyenne d'âge des délégués est certainement plus basse que celle des membres du parti. Alors, victoire de la jeunesse ? Peut-être mais pourquoi opposer les générations ? Il s'est passé à Lucerne un phénomène courant: les « notables », ceux qui occupent des postes à responsabilités, font la politique du possible, présentent au parti ce qu'ils croient être juste et réalisable, avec un brin de paternalisme parfois. Ils détiennent le savoir et l'expérience. Et la base, formée de ceux qui n'occuperont jamais ces postes, ou qui attendent peut-être de les occuper pour devenir, à leur tour, raisonnables, la base veut aller plus loin, souhaite des positions plus nettes, plus tranchées, refuse certaines tendances au compromis (bien que chacun sache qu'en Suisse tout finit par des solutions de compromis).

Une fête de la démocratie

Que retenir encore de ce congrès de Lucerne ? Que le lac au clair de lune invitait au romantisme mais que la plupart des bistrotts ferment à 11 h. du soir... Que les débats étaient souvent passionnants, mais la traduction simultanée pas toujours à la hauteur... Que l'initiative fiscale a abouti... Que les congrès favorisent les échanges et la camaraderie entre les délégués... Que nous n'avons pas eu la chance insigne d'entendre, comme les radicaux qui tenaient leurs assises en même temps que nous, M. Chevallaz faire un grand discours sur les finances fédérales... (Dans nos congrès, les conseillers fédéraux se taisent le plus souvent. Ils parlent assez le reste du temps !) Enfin, que les participants au congrès du PSS vivent une fête de la démocratie directe, une véritable « landsgemeinde » !

Loyse Hunziker